



**STRATÉGIE  
2025-2029**

# **Balkans occidentaux**

## SOMMAIRE

<b>1. LA CONVERGENCE EUROPEENNE .....</b>	<b>4</b>
1.1 Balkans Occidentaux : l'autre Europe, en quête de reconnaissance.....	4
1.2 Les défis de la convergence vers les standards de l'UE.....	4
<b>2. DES ATTENTES ET DES BESOINS DE FINANCEMENTS GUIDES PAR L'AGENDA D'ADHESION A L'UE .....</b>	<b>6</b>
<b>3. PROMOUVOIR UNE CONVERGENCE PLURIELLE ALIGNEE SUR L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE ET LES ODD .....</b>	<b>8</b>
ANNEXE 1. ATTENTES DES SIX PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX.....	11
ANNEXE 2. PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS PAR PAYS ET MIX SECTORIEL.....	21
ANNEXE 3. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD DES BALKANS OCCIDENTAUX .....	22
ANNEXE 4. PROCESSUS D'ADHESION ET CHAPITRES DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE .....	23

Les « Balkans occidentaux » (BO) : derrière ce néologisme des années 2000 se cache une région d'Europe où la force d'influence de l'histoire prend résolument corps. Imprégnée par la *Mittleuropa* austro-hongroise, l'héritage ottoman et l'empreinte vénitienne apposée sur sa façade adriatique, la région des BO englobe aujourd'hui six pays : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie. Tous candidats ou candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne (UE), ils sont, à l'exception de l'Albanie, des États récents issus de la dislocation de la Yougoslavie. Situés au Sud-Est du continent européen et « encerclés » par cinq pays membres de l'UE, les BO occupent les parties centrales et occidentales de la péninsule balkanique. Ils se caractérisent par leur diversité religieuse (catholicisme et orthodoxie, islam, présence historique de communautés juives) et ethnolinguistique (albanais, langues slaves méridionales dont serbo-croate et macédonien) dépassant les frontières nationales.

Territoires de passage et lignes de partage entre empires, les six pays des BO se sont historiquement trouvés au confluent de nombreuses influences, notamment euro-méditerranéenne, austro-hongroise, russe, et ottomane. Depuis le début du conflit en Ukraine, les pays des BO sont au centre d'une attention renouvelée de la part de l'UE, des puissances membres du Conseil de sécurité de l'ONU, de la Turquie, ou d'autres États influents sur les plans économique et énergétique. Si deux pays issus de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie, sont déjà entrés dans l'UE, respectivement en 2004 et 2013, les BO attendent depuis longtemps, pour certains depuis vingt ans, cette perspective.

Marqués par les guerres de Yougoslavie des années 1990 et cinquante ans de dictature autarcique totalitaire en Albanie, les BO se sont vus confirmer leur « vocation européenne » en 2003 au Sommet de Thessalonique, ce qui suscita, à l'époque, l'espoir d'un avenir meilleur et une forte adhésion au projet européen. Cependant, à l'exception de la Croatie, la dynamique d'élargissement s'essouffle progressivement du côté de Bruxelles. La dimension technocratique du processus prend le pas sur sa substance politique, avec une perte de vigueur illustrée par la volonté de « pause » de l'élargissement affichée en 2014 par la Commission européenne. Cet enlisement va nourrir la lassitude des citoyens des pays des BO et une émigration croissante vers le reste de l'Europe, en particulier en Allemagne et en Autriche, pays d'accueil traditionnels des migrants originaires de l'ex-Yougoslavie.

Ce n'est qu'en 2018 que la Commission européenne, prenant conscience de la nécessité de donner une perspective crédible aux BO pour éviter un décrochage et garantir la stabilité de cette région enclavée dans l'UE, réagit et présente une stratégie visant à donner une impulsion nouvelle à la politique d'élargissement. L'adoption en avril 2019 de la « Stratégie française pour les Balkans occidentaux » marque aussi une première étape du réengagement de la France dans la région après des années d'absence. Ce regain d'intérêt va s'intensifier en février 2022 suite à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le tournant majeur que représente ce retour de la guerre en Europe accélère la prise de conscience de l'UE quant à la nécessité de se réinvestir cette région, afin de l'ancrer à son avenir européen. Le Conseil européen rappelait en 2023 que « L'élargissement constitue un investissement géostratégique dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité », tandis que le président français évoquait la nécessité d'une « réunification complète de l'Europe ».

Après une décennie atone et de recul démocratique, l'élargissement est devenu une priorité stratégique de l'agenda européen, avec des moyens politiques et financiers renouvelés pour accélérer la convergence socio-économique. Après l'Albanie et la Macédoine du Nord en juillet 2022, l'UE a autorisé l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie en décembre 2023, et avec la Bosnie-Herzégovine en mars 2024. Si les pays des BO ont entrepris d'importantes réformes et programmes d'investissement, la perspective d'adhésion leur apparaît encore incertaine. Ceci favorise un scepticisme croissant de leurs opinions publiques vis-à-vis de la crédibilité du processus, voire une montée de l'opposition à l'adhésion à l'UE. Cette orientation plus réservée à l'égard de l'UE est désormais majoritaire en Serbie, principale économie de la région. La mise en place d'un processus d'adhésion graduelle, pragmatique, changement de paradigme inspiré par les travaux du Think Tank serbe *Centar za evropske politike*, est désormais une hypothèse de travail sérieuse présentée en mars 2024 par la présidente de la Commission européenne.

*Depuis 2019, l'AFD appuie les pays de la région dans une trajectoire de développement durable et de convergence vers les standards de l'UE, en cohérence avec l'Accord de Paris et les orientations de la Stratégie interministérielle pour les BO. Cinq années après le démarrage d'une activité qui s'est rapidement développée, cette réflexion stratégique s'impose pour fixer le cap, en format Groupe, dans cet espace au cœur d'un nouvel agenda politique français et européen.*

# 1. LA CONVERGENCE EUROPEENNE COMME MOTEUR DE DEVELOPPEMENT

## 1.1 Balkans Occidentaux : l'autre Europe, en quête de reconnaissance

S'intéresser aux BO, c'est d'abord appréhender l'espace balkanique dans sa globalité : celle d'une région d'Europe aux limites géographiques variables, mais dont le territoire a pour dénominateur commun d'avoir été contrôlé depuis la fin du Moyen-Âge jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle par l'Empire Ottoman et la monarchie des Habsbourg. Point de rencontre physique entre ces deux grandes puissances rivales, la région s'est retrouvée à la fois au centre des attentions, en tant que « digue » ou « tête de pont » suivant que l'on s'exprimait depuis Vienne ou Constantinople, et reléguée comme espace périphérique de ces deux Empires, sans influence majeure dans leurs centres de pouvoir. A l'image de la ville de Belgrade, prise, reprise, détruite et reconstruite plus de vingt fois au cours de cette période, la région a logiquement subi les conséquences de ce positionnement en tant que terrain d'affrontement de ces deux pôles, sous la forme d'un dépeuplement et d'un retard de développement économique par rapport à l'Europe centrale.

Autrefois englobés dans la « Turquie d'Europe », les peuples des Balkans se sont progressivement émancipés de la tutelle ottomane et de celle des Habsbourg au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, en réaffirmant dans ce cadre leur identité européenne, et en prenant pour modèles les structures économiques et politiques occidentales dans la construction de leur souveraineté. Les particularités de la Yougoslavie de Tito, en tant que modèle socialiste autonome développé en marge de la domination soviétique, ainsi que l'aspiration actuelle des pays des BO à une pleine intégration européenne, s'inscrivent dans le prolongement de l'histoire spécifique de cette région, marquée par la recherche de souveraineté et de reconnaissance.

L'UE, pourtant principal donateur, investisseur étranger avec environ 60% des IDE, et premier partenaire commercial des six pays des BO, peine aujourd'hui à apparaître comme le moteur de la région et à promouvoir pleinement ses valeurs dans la région. Les délais dans le processus d'adhésion, les difficultés internes de l'UE et les retards initiaux de l'aide européenne lors de la pandémie de Covid-19 ont affecté sa perception dans la région et contribué à un recul relatif du soutien citoyen au projet européen, réduisant l'influence et l'attrait des forces politiques pro-européennes.

Une nouvelle dynamique s'est néanmoins enclenchée depuis février 2022, avec la guerre en Ukraine. La relance d'une politique d'élargissement de nouveau reconnue comme un investissement géostratégique, et la création en octobre 2022 de la Communauté politique européenne (CPE), rassemblant l'ensemble des pays du continent européen, visent à resserrer les liens autour des valeurs européennes.

Alors que le processus d'adhésion dure depuis deux décennies pour certains pays des BO, l'axe euro-atlantique s'est développé dans la région, avec l'entrée de l'Albanie, du Monténégro et de la Macédoine du Nord dans l'OTAN, respectivement en 2009, 2017 et 2020. L'alliance transatlantique est également présente en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, et seule la Serbie se tient à l'écart d'un processus d'adhésion à l'OTAN. C'est donc principalement dans le domaine de la sécurité que les États-Unis affichent et affirment leur présence dans la région, en suivant notamment de près le contentieux entre la Serbie et le Kosovo dans lequel l'UE joue le rôle de médiateur.

## 1.2 Les défis de la convergence vers les standards de l'UE

Le sommet de Thessalonique en 2003 a donné « une perspective européenne » à la région, mais les BO ont peu avancé dans le processus de reprise de l'acquis communautaire. Pour ce faire, les pays des BO doivent transposer le corpus législatif de l'UE (l'acquis communautaire) divisé en 35 chapitres. Si de nombreux progrès sont constatés sur le plan technique et réglementaire, très peu de chapitres de l'acquis communautaire sont clos, avec des phénomènes marqués de régression sur les chapitres 23 et 24 dits « fondamentaux » (État de droit), devant être ouverts en priorité dans le cadre de l'adhésion (cf. Annexe 4). Ce processus de reprise de l'acquis, qui requiert un travail continu en profondeur de l'ensemble des institutions sur une large gamme de secteurs, est devenu, par ailleurs, de plus en plus exigeant avec un corpus documentaire qui est passé d'environ 70 000 pages en 2004 à plus de 200 000 aujourd'hui.

En outre, les débats et fractures au sein de l'UE en matière de respect des droits fondamentaux, fruits de la montée en puissance des modèles de « démocraties illibérales » en Hongrie et en Pologne, les positions divergentes des États membres en matière de reconnaissance du Kosovo, ou le rythme et le niveau actuels de mobilisation des fonds européens au bénéfice des États de la région influent sur l'avancement des objectifs d'intégration fixés il y a vingt ans à Thessalonique.

Pays appartenant tous à la liste du CAD de l'OCDE et à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les pays des BO présentent un régime de croissance modérée, tiré en grande partie par la consommation privée, avec des trajectoires (entre 2 et 3% selon les pays au cours des prochaines années) qui s'avèrent aujourd'hui largement insuffisantes pour espérer converger rapidement vers le niveau de vie moyen des pays de l'UE. Le PIB/hab. moyen des BO se situe à 38% de celui de l'UE en 2022, contre 31% en 2010, avec des écarts importants entre les pays (Kosovo : 27% - Monténégro : 48%). Le PIB global des pays des BO était de 154 milliards USD d'après le FMI en 2023, soit un niveau compris entre celui de la Slovaquie (128 Mrd USD) et de la Hongrie (188 Mrd USD).

Les économies ont été fortement affectées par la crise de la Covid-19 en 2020-2021 puis par la crise des prix de l'énergie en 2022, qui ont réduit les marges de manœuvre financière. Malgré ces chocs récents, l'endettement public des BO apparaît soutenable. Les taux d'inflation entament leur décrue après le pic de 2022 (autour de 13% à 15%), et devraient avoisiner les 4% en moyenne en 2024. La mise en place progressive du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) pourrait réduire la compétitivité des industries en déclin qui occupent encore une part importante du tissu industriel régional. En outre, les coûts associés à l'alignement de l'économie sur les standards UE pourraient avoir dans un premier temps des effets péjorant sur les économies des pays des BO (normes et qualité des biens, lois sur le travail, protection de l'environnement, réduction des subventions aux énergies fossiles etc.) et ralentir le rapprochement de leur niveau de vie moyen sur celui de l'UE sans mesures compensatoires pour les populations les plus vulnérables.

Au-delà des trajectoires de croissance, il convient de prendre en compte également les avancées en matière d'atteinte des ODD : certains pays des BO, notamment la Serbie, l'Albanie, la BiH et la Macédoine du Nord, apparaissent à cet égard presque aussi performants que des pays comme la Bulgarie et la Roumanie, qui ont adhéré à l'UE en 2007.

Bien que les pays des BO ne soient pas tous au même stade d'avancée en termes de convergence économique et sociale avec l'UE, ils font face à des enjeux communs qui ralentissent leur convergence et leur trajectoire de développement durable. Pour une région faiblement peuplée avec seulement 17,4 millions d'habitants, soit l'équivalent de la population des Pays-Bas, les défis à relever pour adopter une trajectoire de développement durable et juste (voir infra) sont de taille.

Tous les pays des BO font face à un véritable déficit démographique qui met en difficulté leur perspective de développement. L'émigration massive, principalement des jeunes attirés par une vie meilleure dans l'UE, conjuguée au vieillissement de la population et à la baisse du taux de natalité, vide les BO de leurs habitants. Entre 1990 et 2022, la population a baissé d'environ 15 % dans la région, avec une diminution marquée notamment en Bosnie-Herzégovine (28%), Albanie (15%) et Serbie (12%). Cet exode accentue le déficit de main-d'œuvre et limite les capacités de transformation des pays concernés. Par ailleurs, l'exode rural déséquilibre les territoires, certaines régions n'étant plus habitées que par des personnes âgées.

Le secteur de l'énergie constitue la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre dans la région. Les ressources nationales en lignite étant conséquentes (Kosovo : 5ème réserve mondiale), les BO restent très dépendants du charbon pour leur production d'électricité et l'exploitation représente 42 000 emplois directs dans la région. En conséquence, ce modèle énergétique ancien (énergie, chauffage, transports) contribue à faire des BO l'une des régions au monde où l'air est le plus pollué. Par ailleurs, à l'exception de l'Albanie qui dispose de ressources propres en gaz et en pétrole brut, les pays des BO sont fortement dépendants des importations d'hydrocarbures, notamment à travers le gazoduc détenu par Gazprom (100 % en Macédoine du Nord et 80 % en Serbie). La complexité d'une sortie du charbon en termes économique et social, conjuguée avec la sécurisation des approvisionnements, constituent des freins à la décarbonation et plus encore dans le contexte exacerbé de la guerre en Ukraine.

La région est caractérisée par une riche biodiversité (le bassin méditerranéen est un hotspot mondial) fortement menacée, ainsi que par une forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles liées aux changements climatiques (vagues de chaleur, sécheresses, inondations, glissements de terrain, etc.), et à l'activité sismique impactant régulièrement tous les pays de la zone, en particulier l'Albanie. Région riche en ressources naturelles, les BO sont également victimes de leur absence de grands projets structurants et de la vétusté des infrastructures liée au sous-investissement chronique de la période post-yougoslave. De façon générale, les principaux enjeux se concentrent sur les pollutions urbaines avec des retards conséquents en matière de traitement des eaux usées (aucune station d'épuration dans les six capitales des BO), de gestion des déchets solides (multiples décharges sauvages illicites), de pollution industrielle et de dégradation de l'environnement.

Ceci requiert donc de nombreux investissements de rattrapage et la mise en œuvre de mesures majeures pour favoriser l'économie circulaire, améliorer la qualité des eaux et de l'air, lutter contre les inondations et protéger les espaces naturels terrestres et maritimes, sources de revenus touristiques.

## 2. DES ATTENTES ET DES BESOINS DE FINANCEMENTS GUIDES PAR L'AGENDA D'ADHESION A L'UE

La guerre en Ukraine a généré un momentum politique avec l'enjeu stratégique et sécuritaire pour l'UE et ses membres d'accélérer le développement des BO et leur intégration européenne. L'élargissement est désormais présenté comme « vital » par la Commission européenne. Ce « momentum », en revitalisant un processus enrayé depuis des années, constitue également une opportunité pour répondre aux défis globaux auxquels les BO sont confrontés.

Avec six pays candidats ou candidats potentiels à l'adhésion à l'UE, dont cinq sont désormais officiellement en négociation, le processus d'adhésion - impliquant la transposition des 35 chapitres de l'acquis communautaire et leurs déclinaisons opérationnelles - incarne la véritable stratégie de développement des BO. En effet, c'est l'agenda d'adhésion UE et son approche par les chapitres, plus encore que l'agenda 2030 qui guide, à des degrés divers et selon une temporalité propre à chacun, les pays de la région sur leur trajectoire de développement économique et social. En lien avec les projets présentés spécifiquement dans les *Single Project Pipeline* (SPP) de chaque pays, cet agenda détermine également les besoins de financement et les attentes vis-à-vis des bailleurs, à commencer par les neuf institutions financières internationales membres du Cadre d'Investissement pour les Balkans Occidentaux (CIBO). Ce processus a pris une nouvelle dimension avec la proposition de la Commission européenne fin mars 2024 de promouvoir une intégration « progressive et graduelle » qui inscrit cette convergence dans un cycle long.

L'Agenda vert pour les Balkans occidentaux - miroir du "Green Deal" européen - a été adopté par les six pays au sommet de Sofia en novembre 2020 et constitue, à date, le seul document stratégique commun à l'ensemble de la région, quel que soit le statut et l'état d'avancement des pays dans les négociations d'adhésion. L'UE aligne, du reste, aujourd'hui une grande partie de l'éligibilité de ses financements sur cet Agenda. L'autre agenda transverse à la région est celui de la connectivité interrégionale, rappelé dans les TEN transport, TEN énergie et e-TEN (Digital), mis en œuvre sous l'égide de la Communauté des Transports et de la Communauté de l'Énergie. En effet, l'ensemble des mesures facilitant l'intégration économique et les échanges aux frontières, est essentiel pour répondre aux besoins de connectivité interrégionale et ainsi accélérer l'intégration physique entre pays des BO mais aussi avec les pays de l'UE, en particulier limitrophes (Croatie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce et Italie).

A l'échelle régionale, cinq attentes, plus ou moins pondérées selon les pays sont partagées :

- La promotion d'un développement économique durable, innovant et compétitif qui s'appuie sur un environnement favorable aux investissements privés et sur la digitalisation et les nouvelles technologies ;
- Le soutien à la décarbonation de l'économie et à une production d'énergie moins dépendante du charbon, avec une transition progressive vers les renouvelables tout en garantissant souveraineté énergétique et acceptation sociale ;
- La priorité accordée à l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie, notamment dans les espaces urbains, avec l'amélioration des systèmes de mobilité, de la qualité de l'air, des espaces publics, et la modernisation des systèmes de traitement de l'eau et de gestion de déchets favorisant l'économie circulaire.
- Le renforcement de la résilience des territoires au changement climatique, l'amélioration de leur accessibilité, et la préservation et la valorisation de leurs écosystèmes, notamment dans l'agriculture, l'irrigation, la gestion des ressources en eau, la conservation des espaces naturels et la biodiversité ;
- Le renforcement de l'attractivité à travers des systèmes éducatifs, de services à la personne, et de santé, performants qui permettent de retenir la jeunesse, réduire les migrations professionnelles, et faire revenir la diaspora en investissant notamment dans la recherche, la digitalisation et l'intelligence artificielle.

Si la plupart des stratégies nationales mentionne également le renforcement de la gouvernance, cet objectif partagé en apparence ne renvoie pas toujours aux mêmes définitions et interprétations dans chacun des pays. On notera notamment que les progrès en matière d'État de droit, de lutte contre la corruption, de réforme judiciaire ou encore de liberté des médias, ne ressortent pas de prime abord au rang des priorités communes, mais il s'agit d'un enjeu majeur pour la perspective d'adhésion, l'efficacité de l'action publique et le développement des pays.

Cette analyse des attentes vis-à-vis des partenaires internationaux à l'échelle régionale ne peut pas faire l'économie d'une déclinaison plus fine à l'échelle de chacun des pays. En effet, depuis trente ans, les enjeux de chacun se sont largement singularisés. Devant faire face à des défis qui lui sont propres, chaque pays hiérarchise et définit ses priorités en fonction de sa géographie, ses ressources naturelles, sa gouvernance ou ses héritages politiques et économiques. Ces éléments sont détaillés en annexe 1.

La présence des institutions financières internationales (IFI) dans les BO est ancienne (1949 pour la Banque mondiale (BM) et 1977 pour la BEI) et s'est largement renforcée avec la dissolution de la fédération de Yougoslavie et la fin de la dictature communiste en Albanie. Banques multilatérales et régionales (BM, BERD, BEI, CEB), bailleurs bilatéraux (KfW, CDP, AFD), agences onusiennes et donateurs bilatéraux (SDC, SIDA, SECO, ADA, TIK, USAID, etc.) sont très actifs dans la région. Si l'appui financier est substantiel (estimé à 62 Mds USD entre 1993 et 2018), il n'a pas suffi à éviter le décrochage économique de la région par rapport aux pays européens voisins et à enrayer l'exode de la population.

Si les besoins en termes d'investissement dans les infrastructures demeurent particulièrement importants, les pays de la région sont également en demande d'accompagnement de leurs agendas de réformes. En effet, la convergence vers l'UE ne peut se faire qu'en combinant inflexion des politiques publiques et modernisation des infrastructures. Dans ce contexte, la diversité et la complémentarité des instruments, financiers et non financiers, du Groupe AFD, a démontré une réelle valeur ajoutée qui explique en partie la croissance particulièrement rapide de ses engagements dans la région.

Le co-financement s'est avéré structurant. Avec 70% d'opérations cofinancées dans le portefeuille des BO à fin 2023 (BM, BERD, KfW), cette approche fait intrinsèquement partie de l'ADN de l'agence. A moyen terme, il est envisagé des cofinancements avec la BEI et la CEB, et un renforcement avec la KfW avec le nouvel accord JEFIC. La large palette d'instruments de l'AFD permet de dialoguer aisément avec les autres IFI. Avec sa dimension bilatérale et son approche groupe, l'AFD apporte une valeur ajoutée réelle et reconnue dans ces cofinancements.

Avec son mandat d'appui à la convergence européenne donnant une perspective d'adhésion concrète des pays des BO à l'UE, le groupe AFD intervient dans un cadre spécifique qui le place au milieu du continent européen. La proximité avec les modèles de pays membres, la transposition de l'acquis communautaire, et les outils de financements spécifiques offerts par la Commission européenne en font un espace de réflexion pour notre positionnement et nos interventions en Europe.

A l'imminence des cinq ans de présence AFD dans la région, cette réflexion stratégique est l'occasion de revisiter cette période d'amorçage et de consolider l'élan en s'appuyant sur les atouts reconnus par nos contreparties que sont notre expertise en matière de développement durable (en particulier, climat, lien social), notre expérience internationale, notre agilité, notre capacité d'innovation et notre offre intégrée via une gamme d'outils complémentaires. En outre, la dimension nationale du Groupe permet d'incarner un « soutien bilatéral » à la convergence européenne ; car l'expérience française dans de nombreux domaines intéresse la plupart des pays.

### 3. PROMOUVOIR UNE CONVERGENCE PLURIELLE ALIGNEE SUR L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE ET LES ODD

A fin 2023, le portefeuille d'engagements cumulés du groupe AFD a dépassé 1,1 Md d'euros, dont 115 M€ pour Proparco. Principalement en souverain, il mobilise presque tous les instruments financiers de l'AFD (prêt de politique publique et prêt projet), la plupart des outils de financement possibles en subvention (assistance technique de préparation de projet, de renforcement de capacités, d'appui aux OSC, etc.) et les outils d'Expertise France et de Proparco. Depuis 2019, le portefeuille est marqué par des opérations en cofinancement qui facilitent l'appropriation des contextes nationaux et le suivi en exécution. C'est ce qui a permis une croissance soutenue et une structuration progressive du dispositif humain autour d'une agence régionale à Belgrade et de deux antennes, l'une à Tirana ouverte en 2021 et l'autre à Pristina depuis 2023. A ce jour, le cumul des investissements de Proparco est de 120 M€, avec cinq projets financés depuis 2015.

Le recensement des besoins des six pays permet néanmoins d'anticiper une poursuite soutenue de la croissance de l'activité avec un montant d'engagements annuels qui devrait être de l'ordre de 400 à 450 millions d'euros en moyenne jusqu'en 2027 pour le groupe.

Ce plan d'action stratégique pour le groupe AFD poursuit clairement une finalité de convergence européenne dans le cadre d'une transition durable, juste et réconciliée, alignée sur les ODD et la mise en œuvre de l'accord de Paris. Les trajectoires de développement durable et de convergence européenne sont en effet deux agendas présentant de fortes synergies et se renforçant mutuellement.

Certaines dimensions sont moins présentes dans le processus d'adhésion. C'est le cas des politiques sociales, de réduction des inégalités et de qualité de l'éducation. Les réformes induites par le processus peuvent en outre avoir dans un premier temps des impacts négatifs (accélération des migrations vers les autres pays membres, ou encore transformations économiques et sociales profondes des bassins charbonniers pour sortir des énergies fossiles et intégrer le marché européen de l'énergie). Il s'agira donc pour le groupe d'articuler agenda d'adhésion à l'UE et agenda ODD en conjuguant transformation et atténuation des impacts négatifs induits, dans une logique de transition juste.

Aujourd'hui, quatre perspectives opérationnelles, qui mobilisent une offre groupe intégrée, peuvent être définies en appui à aux trajectoires européennes des 6 pays des Balkans Occidentaux :

***Perspective 1 : Accompagner une trajectoire bas-carbone pour améliorer l'environnement et la qualité de vie des habitants.***  
**(Acquis communautaire (AC) : Chapitres 14, 15, 21 et 27 ; ODD : 6, 7, 9, 11 et 13)**

La perspective européenne nécessite l'alignement des cadres législatif et réglementaire sur les chapitres 15 « énergie » et 27 « Environnement et Changement climatique » de l'acquis communautaire. Le groupe AFD accompagnera les programmes de réformes des pays en faveur de la transition énergétique et juste, à travers des financements budgétaires de politique publique ou de programme. De même, le groupe AFD soutiendra la décarbonation de l'économie et de la production d'énergie en facilitant une transition graduelle du charbon aux renouvelables. Cette évolution progressive s'avère aujourd'hui indispensable pour garantir la souveraineté énergétique des pays et faire accepter socialement ces changements.

En complément, les financements de l'AFD s'aligneront sur l'agenda européen dit de connectivité et notamment le programme TEN-E (Energie) pour financer les projets d'investissements, en mobilisant autant que possible les subventions du CIBO. En s'appuyant sur le dialogue de pair à pair, le groupe accompagnera financièrement les opérateurs publics d'énergie pour préparer et réaliser leurs projets de modernisation, de renforcement et d'extension de leurs installations, qu'ils s'agissent d'équipements de production, de numérisation des réseaux de transmission ou de distribution. Les connexions régionales énergétiques seront d'ailleurs privilégiées car elles sont des enjeux forts d'intégration des réseaux entre pays et avec l'UE, et un gage de sécurité et de stabilité.

Une veille sur des thèmes stratégiques et de recherche sera menée pour pouvoir appuyer leur transition énergétique juste (modèles de sortie du charbon, stratégie EnR, reconversion des bassins miniers et accompagnement social et formation professionnelle, etc.), pour promouvoir l'efficacité énergétique et l'hydrogène vert, et pour évaluer les potentialités des minerais de transition (lithium, chrome, zinc, etc.). L'expertise française, publique et privée, sur ces thématiques est large et se concentre dans des secteurs d'excellence.

En ligne avec l'Agenda vert pour les BO et l'Accord de Paris, la demande des pays, transcrite dans les SPP, est aussi que la trajectoire européenne se traduise par l'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie des habitants. L'enjeu est de rattraper des années de sous-investissement et de moderniser les services municipaux en investissant en priorité sur les systèmes de gestion d'eau potable, de traitement des eaux usées et de gestion de déchets qui favorisent l'économie circulaire. A l'instar du projet LIID (*Local Infrastructure and Institutional Development*), développé avec la BM en Serbie, l'objectif sera d'aider les pays à décliner ces enjeux en projets concrets. Dans une région, très fortement affectée par la pollution atmosphérique (chauffage et production d'électricité obsolètes et émissifs), le groupe AFD proposera des investissements et des accompagnements techniques permettant d'améliorer et de préserver la qualité de l'air. De même, il sera essentiel d'accompagner les ministères et les municipalités afin d'améliorer l'accessibilité des habitants avec des solutions de mobilité rapides, propres et efficaces, privilégiant l'intermodalité et la mobilité électrique, tant dans les centres urbains que dans les zones à fort potentiel touristique qui connaissent déjà des effets négatifs de saturation. Le dialogue de pair à pair partagera les bonnes pratiques européennes et identifiera les solutions appropriées pouvant mobiliser l'expertise française.

***Perspective 2 : Promouvoir un développement du territoire équilibré, connecté et résilient qui préserve et valorise les espaces naturels et la biodiversité.***

**(AC : Chapitres 11, 13, 21 et 22 ; ODD : 6, 8, 9, 10, 12, 13, 14 et 15)**

L'AFD s'est fixée comme objectif d'accompagner les six pays dans la définition de leurs politiques publiques d'adaptation et de résilience aux impacts du changement climatique. Déjà amorcée en Serbie et en Albanie où l'AFD, avec Expertise France, accompagne les réformes de protection de l'environnement et de réduction de l'empreinte carbone à travers des prêts de politique publique assortis de coopérations techniques dans une logique de transition juste et inclusive, cette approche est actuellement développée au Monténégro. En capitalisant sur les premiers succès, développés en cofinancement avec les autres bailleurs, il s'agira de répliquer ce modèle pour préserver et développer des territoires soumis aux risques de catastrophes naturelles.

Le groupe AFD pourra proposer d'autres interventions sur des sujets en ligne avec les chapitres 11 et 13, notamment la préservation de la biodiversité et la gestion des espaces protégés (gestion durable des forêts et des ressources en eau, agrotourisme), ou encore l'agriculture durable (irrigation, gestion des ressources hydriques et des crues, structuration de filières durables, diversification, etc.). Proparco privilégiera la réduction des inégalités territoriales, notamment l'accès au financement bancaire.

De même, en réponse aux demandes des pays de promouvoir un développement équilibré des territoires, l'AFD soutiendra les politiques de désenclavement et facilitera les interconnexions entre pays balkaniques et avec leurs voisins européens. Ces investissements sont essentiels pour réduire l'impact de l'exode rural, limiter la désertification des zones reculées et recréer des dynamiques d'emploi. Cette connectivité améliorée sera aussi un élément clé de l'intégration régionale. En lien avec les TEN-T (Transport), elle privilégiera des solutions de transport sobres et propres (favorisant autant que possible les solutions ferroviaires) mais participera également à la modernisation des infrastructures routières pour les rendre résilientes aux risques climatiques et naturels.

***Perspective 3 : Renforcer la gouvernance des pays pour accompagner leurs réformes et leur trajectoire européenne, et la société civile pour en faire un levier de convergence vers les standards de l'UE.***

**(AC : Chapitres 5, 8, 16, 18, 23, 24, 25 et 32 ; ODD : 4, 5, 9, 10 et 16)**

Le soutien à la gouvernance et aux sociétés civiles est un enjeu fort pour la transformation de ces pays et coïncide avec l'adoption de l'acquis communautaire de l'UE. Le groupe AFD entend s'investir sur ce domaine à deux niveaux : en appui aux gouvernements et autorités publiques, et auprès de la société civile.

La nécessité de réforme et d'une amélioration de l'efficacité de l'action publique, aux niveaux national, local ou encore dans les institutions ou entreprises publiques, se situe au cœur de l'agenda d'adhésion et notamment au sein du bloc 1 dit des « Fondamentaux » et du bloc 3 « Compétitivité et croissance inclusive ». A travers les appuis aux politiques publiques, l'enjeu sera de poursuivre et d'inciter les gouvernements à faire évoluer leurs cadres juridique, normatif, fiscal et législatif pour créer des environnements propices améliorant la mise en œuvre des politiques publiques et développant l'investissement et l'initiative privée. Il s'agit aussi de contribuer à transformer l'action publique et à consolider l'État de droit, en accompagnant les réformes du système judiciaire et la réduction de la corruption et des pratiques illicites. Ces actions permettront d'introduire davantage de transparence, de protection et de garantie des droits des populations et des acteurs économiques. En appuyant l'innovation, la digitalisation et l'e-gouvernement, le groupe AFD permettra aussi aux différents pays de simplifier leurs procédures et d'améliorer leur fonctionnement en renforçant leur efficacité, la qualité de service aux usagers, leur

redevabilité, et *in fine* la confiance de la population envers la puissance publique. L'approche groupe permettra de conjuguer financement de politiques publiques, programme d'investissements, apport d'expertise aux acteurs et financement des investissements privés. Expertise France, avec son portefeuille justice sur financements UE conséquent (EU4Justice Albanie, Serbie, EU4Fast régional), mettra en œuvre à l'échelle régionale des projets de lutte contre la corruption et de justice environnementale, permettant à la fois d'améliorer l'accès à la justice et la participation citoyenne en matière environnementale.

Le soutien à la société civile est aussi un élément essentiel de la convergence des pays des BO, notamment la question de l'État de droit, de la justice et de la liberté de la presse, qui sont au centre des chapitres 23 et 24. L'UE, le Conseil de l'Europe, et les agences des Nations Unies s'investissent aujourd'hui massivement sur ces axes. Le groupe AFD est déjà fortement mobilisé avec plus de sept projets régionaux et multipays. En complémentarité avec les institutions internationales et l'équipe France, l'enjeu pour le groupe sera de mobiliser davantage les fonds de l'UE sur ces thématiques. Cette dimension sera portée en grande partie par Expertise France en synergie avec les acteurs de la société civile et les ONG locales dans les domaines clés (réconciliation, égalité de genre, employabilité, questions sociales, santé publique, justice environnementale et climatique). A travers de nouveaux programmes européens IPA sur la transition juste ou la gouvernance locale, Expertise France favorisera le dialogue et impliquera activement les autorités gouvernementales, les municipalités, les citoyens, dans la prise de décision pour des voies de transition juste et de développement socio-économique local. C'est en renforçant les structures démocratiques et les réseaux de solidarité (protection sociale, service à la personne, éducation) que les pays pourront limiter les migrations professionnelles et la fuite des cerveaux.

***Perspective 4 : Catalyser directement les investissements du secteur privé pour favoriser l'intégration régionale et la transition durable des économies des pays en favorisant leur convergence dans les chaînes de valeurs européennes.***

**(AC : chapitres 3, 6, 8 et 25 ; ODD : 8, 9)**

Les six pays des BO bénéficient aujourd'hui d'atouts privilégiés pour accroître leur attractivité et stimuler développement économique et investissements étrangers. Dans un monde multipolaire où entreprises et investisseurs mondiaux privilégient désormais la régionalisation des chaînes de valeurs (*nearshoring*), leur présence géographique au sein de l'UE, l'héritage commun et leur proximité culturelle, constituent des avantages comparatifs uniques. C'est en capitalisant sur ces forces et en adoptant une trajectoire durable et inclusive qu'ils stimuleront l'innovation et s'assureront un développement durable et intégré au sein de l'UE.

Le rôle de stimulateur et de catalyseur des investissements du secteur privé est un axe pour lequel l'action de Proparco sera centrale. L'enjeu est de mobiliser le secteur privé pour investir dans la transition économique et énergétique en relais du secteur public, dans l'incubation, et dans l'intelligence artificielle, domaines éligibles aux financements du CIBO et prioritaires dans le cadre du nouveau Plan de croissance de l'UE. L'enjeu est aussi de faire revenir les jeunes, et d'attirer les investisseurs de la diaspora. Dans ce contexte, Proparco ciblera la réduction des inégalités territoriales en visant les intermédiaires financiers et institutions de microfinance qui servent les TPE exclues des systèmes bancaires traditionnels, avec : (i) un soutien aux sociétés de microfinance adoptant des pratiques commerciales responsables (tarification et protection de l'emprunteur) actives dans des zones rurales, et (ii) l'octroi de garanties ARIZ aux banques visant à développer leur portefeuille de crédits en dehors des centres urbains. Proparco a octroyé des lignes de crédit à plusieurs institutions de microcrédit (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie et bientôt Kosovo).

Pour l'AFD, cela consistera à appuyer les fonds de développement et les banques publiques de développement des BO afin qu'ils deviennent des acteurs structurants favorisant le développement du *nearshoring* en soutien des PME et TPE. L'appui déjà apporté à la Banque de développement de Macédoine du Nord (DBNM) montre que ce rôle d'appui au secteur privé via des politiques publiques de long terme incitatives et structurantes est déjà bien assimilé et ne demande qu'à être développé. Les discussions initiées avec les autres banques publiques de la région montrent aussi que les attentes portent aussi sur un appui à la transformation de ces institutions en acteurs du changement et de l'aménagement du territoire. Elles concernent également leur montée en compétence tant en termes de réflexion stratégique, de cadres normatifs, de mise en place d'outils d'évaluation et de suivi, alignés sur les bonnes pratiques des bailleurs de fonds européens et internationaux. De ce point de vue, le financement des collectivités locales – qui incombe par exemple à la DBNM en Macédoine du Nord - traduit aussi la volonté de les voir jouer un rôle plus systémique dans la politique économique des pays. Enfin, la mobilisation, à travers les coopérations techniques de pairs français – Caisse des dépôts et BPI – ou internationaux – réseau IDFC/FICS et des banques européennes - permettra également de les accompagner dans leur démarche transformationnelle en mobilisant toute la capacité partenariale développée par le groupe.

# ANNEXE 1. ATTENTES DES SIX PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX

## ALBANIE

(Priorités : Gouvernance, Energie, Transport, Education, Digital, Tourisme, Biodiversité, Environnement)

Pays méditerranéen de 2,4 M d'habitants, l'Albanie est candidate à l'UE depuis 2014 et a vu les négociations officielles s'ouvrir en juillet 2022. Avec un PIB de 22,7 Mds USD en 2023, et un revenu de 8 220 USD/habitant, elle possède une dette publique constituée en grande partie de financements concessionnels qui représente 58% du PIB.

Avec une population très fortement en faveur de l'adhésion à l'UE (plus de 90 % d'approbation), l'action de son gouvernement est entièrement tournée autour de cette dynamique avec un effet de levier fort qui lui a permis d'adopter une réforme de la justice, et de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Cet effort salué par la Commission le fait apparaître comme un réformateur progressiste même si la mise en application des lois et la publication des décrets prendront plus de temps.

L'acquis communautaire, avec ses 35 chapitres, et l'agenda de réformes du Plan de croissance constitue la véritable feuille de route du pays. L'Albanie a élaboré depuis 2007 une stratégie nationale pour le développement et l'intégration européenne (NSDI). Actualisée tous les 7 ans, la troisième édition adoptée en février 2023 couvre la période 2023-2030. Avec les plans nationaux pour l'énergie et le climat (NECP en anglais) approuvés en décembre 2021 et le Plan Albanie 2030, l'Albanie dispose d'un corpus de documents stratégiques cohérents et programmatiques. Le dernier NSDI fixe trois grands piliers stratégiques au pays : la démocratie et le renforcement des institutions et de la gouvernance ; un agenda pour le développement économique durable, les connexions régionales et la croissance verte ; et enfin la cohésion sociale. Six priorités ressortent également de ce document : l'intégration européenne, la lutte contre la corruption, l'énergie, l'agriculture, le tourisme et la digitalisation qui recourent le plan Albanie 2030.

Avec un mix électrique 100 % décarboné (hydroélectricité et solaire), l'enjeu pour l'Albanie est de pouvoir devenir à terme une nation exportatrice tout en se préparant aux impacts du réchauffement climatique (baisse des précipitations). En capitalisant sur ses ressources énergétiques vertes, sa position géographique aux portes de l'Italie et la Croatie, ses bas salaires, ses matières premières (chrome, fer, cuivre, nickel, pétrole, etc.), l'Albanie est sans doute le pays de la région qui dispose du plus grand potentiel pour se positionner dans la refonte des chaînes de valeur mondiales (Nearshoring), notamment pour la production industrielle et les produits semi-manufacturés. L'enjeu sera de réussir à donner à une population jeune des perspectives d'avenir en investissant durablement dans les infrastructures éducatives, notamment dans l'innovation et le digital. En miroir, il s'agira pour les populations plus âgées d'investir dans les systèmes de santé et les structures médicales aux standards européens pour accroître son attractivité et les investissements directs étrangers dans le pays. A défaut, le pays risque de voir sa population, à commencer par ses cadres et ses professionnels les plus expérimentés, partir rejoindre les diasporas européennes dans les pays où la demande de main d'œuvre formée est forte.

Avec le cap des 10 millions de visiteurs dépassé en 2023, l'Albanie dispose avec le tourisme (475km de côte) de relais de croissance importants. L'enjeu à court terme sera de pouvoir accompagner ce développement rapide des infrastructures modernes nécessaires pour traiter les eaux usées, les déchets et les flux de transports générés. L'intérieur des terres est couvert à 70% par des massifs montagneux et dispose d'une nature vierge et préservée avec une très grande biodiversité (23% du territoire en aires protégées). C'est également un potentiel de valorisation important pour l'agriculture, l'agroforesterie, la gestion des forêts et des espaces naturels si des mesures de contrôle et de protection sont mises en place pour les protéger et les préserver.

Les attentes vis-à-vis de bailleurs sont très fortes en particulier de la Commission européenne qui lui permet de financer via les subventions du CIBO une grande partie de ses infrastructures et ses connexions régionales. Arrivées au milieu des années 90, la BEI, la BERD, la Banque Mondiale, et la KfW ont intensivement contribué au financement des infrastructures et plus récemment aux réformes sectorielles en appui à l'adoption de l'acquis communautaire. Second pays d'intervention de l'agence dans la région, l'AFD a octroyé 330 M€ de prêts à fin 2023 dans divers domaines : soutien aux réformes du secteur énergétique, appui aux politiques publiques environnementale et climatique, à la participation des femmes à la vie économique, ou encore à la reconstruction du réseau des eaux de Durres, ville durement affectée par le tremblement de terre de 2019. Les besoins sont nombreux et une antenne locale a été créée en 2020.

Aujourd'hui, l'enjeu est de promouvoir un développement équilibré du territoire tout en comblant les retards importants d'investissement dans des infrastructures de base résilientes (déchets, eau potable, assainissement). L'Albanie est le pays des Balkans occidentaux où l'activité d'EF est la plus importante avec cinq projets nationaux et trois projets régionaux, sur des thématiques variées, telles que l'énergie, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, la protection sociale, les réformes du système judiciaire, le contrôle des biens à double usage, la protection de l'environnement et la justice environnementale et climatique.

Le groupe AFD soutient l'adhésion rapide de l'Albanie à l'UE en encourageant la poursuite des réformes et favorise la transition écologique et énergétique de l'Albanie en mobilisant l'expertise technique bilatérale. Dans ce cadre, l'AFD vise à instruire de nouveaux projets dans les domaines du développement durable (Energie, environnement, infrastructures urbaines et connexions régionales et transnationales). Par ailleurs, Expertise France valorise l'assistance technique dans le cadre des projets AFD, accompagne les programmes européens pour répondre aux besoins des partenaires albanais, pour renforcer la convergence dans les domaines économiques et financiers, et favoriser l'intégration de l'Albanie dans le marché unique européen et la contribution du pays à la mise en place du marché commun régional. De même, le groupe pourra soutenir des entreprises françaises et apporter un appui aux acteurs économiques locaux dans leur recherche de partenaires français. Enfin, il structure l'appui à la société civile albanaise autour de projets d'opportunités et d'inclusion sociale pour les jeunes et la promotion des droits fondamentaux (programme régional BOOST porté par l'ONG ALDA).

En dépit de progrès ces dernières années en faveur des investissements dans le secteur privé, le climat des affaires reste perfectible et l'Albanie souffre d'un secteur informel encore important, avec une exécution des contrats incertaine et difficile, et des recours réguliers sur les droits de propriété.

La déclinaison des perspectives d'interventions régionales en Albanie s'articulera autour :

1. D'un appui aux réformes dans l'énergie, de la transition verte et de la préservation de la biodiversité
2. D'un soutien aux investissements environnementaux (déchets, eau potable, assainissement)
3. Du développement équilibré du territoire en valorisant et préservant les ressources et espaces naturels notamment avec le tourisme, et en appuyant les projets de connectivité régionale
4. D'un appui à l'innovation et aux infrastructures digitales

L'appui à l'intégration européenne et le renforcement de la société civile orienteront ces actions de manière transversale.

## BOSNIE-HERZEGOVINE

(Priorités : Transport, Agriculture, Industrie, Infrastructures municipales, Education)

La Bosnie Herzégovine est un pays de 3,2 millions d'habitants. Avec un PIB de 27,2 Mds USD (7 856 USD/Hab.) en 2023, son organisation institutionnelle multiplie les niveaux de décisions impacte son efficacité globale. Pourtant, faiblement densifié, le pays dispose de bassins industriels et de ressources naturelles considérables (minerais, larges étendues boisées, nombreuses réserves en eau potable et hydrologiques) qui pourraient être de véritables opportunités de développement économique et touristique. Aujourd'hui, seuls les grands projets d'infrastructure de désenclavement et d'interconnexion régionale (autoroutes, routes, voies ferroviaires, connexion électrique HT) permettent de réunir toutes les communautés et d'être financés par les bailleurs. Le 21 mars 2024, le Conseil européen a autorisé l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine (BiH). Au-delà de l'étape symbolique et des efforts du pays qu'elle traduit, il s'agit pour l'UE d'une forte volonté d'ancrer le pays dans son destin européen.

La BiH ne dispose pas d'une stratégie nationale de développement mais chaque entité, FBiH et RS, a élaboré des documents d'orientations. Dans les faits, ce sont les 35 chapitres de l'acquis qui incarnent la véritable feuille de route commune et consensuelle pour le pays. Cet état de fait est renforcé par le rôle et le poids politique du haut représentant. En FBiH, la stratégie de développement 2021-2027 approuvée en 2018 pose 4 objectifs stratégiques : accélérer la croissance économique, favoriser un développement prospère et socialement inclusif, promouvoir le développement durable avec un usage efficace des ressources, et rendre le secteur public transparent, efficace et comptable. La RS a choisi de décliner des stratégies sectorielles (environnement, tourisme, agriculture et développement rural, développement local, énergie, petites et moyennes entreprises, inclusion sociale, etc.). Par ailleurs, le NECP a été soumis au Secrétariat de la Communauté de l'Énergie en décembre 2023 avec une ambition rehaussée soulignant l'interdiction de construire de nouvelles unités de productions thermiques au charbon ou au gaz.

Pays connaissant les pics de pollution les plus élevés de la région, la décarbonation du modèle énergétique est impérative. Dépendant à 60% du charbon pour sa production électrique, la BiH est dans une situation paradoxale puisqu'elle est aujourd'hui exportatrice nette d'énergie. L'enjeu pour le pays est de réussir sa transition et sa conversion aux renouvelables, afin de maintenir cette source de revenus à l'export et d'atténuer l'impact du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (CBAM) très pénalisant. La BEI et la BM ont d'ailleurs lancé des pilotes sur la transition énergétique juste dans l'Est du pays en finançant la fermeture de certaines mines de charbon de Tuzla et leur conversion en parc photovoltaïque. Plus largement, l'enjeu est de capitaliser sur les ressources hydrologiques du pays et le potentiel éolien. Ceci permettra d'accroître la part des renouvelables (36% en 2021) et de réduire la dépendance au charbon et les émissions en CO<sup>2</sup>. L'autre défi sera aussi de renforcer la connexion et la coordination entre les réseaux de transmission et de distribution des différentes entités, aujourd'hui indépendants, d'autant que le tissu industriel (encore très présent avec plus de 21% du PIB) reste un atout pour le développement économique du pays et en fait sa singularité dans la région. Autre conséquence de la pollution atmosphérique, les conditions de vie dégradées dans les centres urbains pèsent lourdement sur le secteur de la santé et accélèrent la perte d'attractivité des zones économiques. La BiH a ainsi perdu près de 30 % de sa population par rapport à la situation d'avant-guerre. Le renforcement de l'enseignement supérieur, campus universitaires, ainsi que leur mise à niveau s'avère clé pour retenir, voire attirer, les jeunes générations. De même, les systèmes de santé doivent être modernisés pour offrir des services comparables à ceux des pays européens.

Même si elle dispose d'un accès à la mer adriatique, la BiH est mal connectée aux pays limitrophes du fait de sa topographie montagneuse. Les infrastructures routières et ferroviaires ne sont pas au niveau des besoins, n'ont jamais été réalisées ou ont été détruites pendant la guerre. Ces connexions régionales terrestres s'avèrent un enjeu stratégique pour le pays qui risque d'être contourné si des améliorations significatives et rapides de ces corridors de transit ne sont pas entreprises.

Deuxième économie des BO, c'est le pays qui a le plus bénéficié, en proportion, des financements européens, notamment du CIBO. Le Groupe AFD prévoit d'intervenir en soutien de la dynamique d'intégration européenne et de coopération régionale avec des premières opérations avec les partenaires internationaux et européens et le développement de nouvelles opportunités sur les interconnexions avec l'UE (transport, énergie). Expertise France poursuivra son soutien aux institutions bosniennes pour l'intégration à l'UE (assistance pour le renforcement de l'Etat de droit, EU4Justice).

La déclinaison des perspectives d'interventions régionales en BiH s'articulera autour :

1. La décarbonation de la production d'énergie
2. Les infrastructures environnementales et la qualité de vie (déchets, eau, qualité de l'air, mobilité)
3. Le désenclavement et la résilience des territoires et l'interconnexion régionale avec les pays voisins et membres de l'UE
4. Le renforcement des systèmes éducatifs pour créer des opportunités pour la jeunesse et la diaspora

## KOSOVO

(Priorités : Gouvernance, État de droit, Energie, Environnement, Digital, Capital humain, sport)

Déclaré indépendant et reconnu par la France depuis 2008, le Kosovo, pays d'environ 1,8 M hab., a généré en 2023 un PIB de 10,5 Mds US dollars (5 926,7 USD/hab.). Son avenir européen dépend en partie de la résolution de ses différends avec la Serbie, même s'il a été officiellement reconnu comme candidat potentiel à l'UE en 2016. Il a présenté formellement sa candidature pour adhérer à l'UE le 15 décembre 2022. L'adhésion à l'Union Européenne est à la fois un programme politique, une dynamique populaire (90% d'opinion favorable), un moteur de croissance économique et une garantie pour la sécurité et la souveraineté du pays. Son avenir européen dépend cependant en grande partie de la résolution de ses différends avec la Serbie et de l'attitude de cinq états membres qui refusent toujours sa reconnaissance pour des raisons de politique intérieure (Espagne, Grèce, Roumanie, Slovaquie et Chypre).

Le pays, qui a adopté l'Euro à son indépendance, a formalisé dans une stratégie de développement nationale à l'horizon 2030 ses trois principales priorités : un développement économique durable, un développement humain équitable, la garantie de la sécurité et de l'état de droit, et une bonne gouvernance. Aujourd'hui, le pays garde un secteur minier et industriel important, mais l'économie kosovare repose en grande partie sur les services (40%) et est stimulé également par les grands projets d'infrastructures routières, environnementales et énergétiques. Ils alimentent un tissu de PME locales notamment dans le génie civil qui connaît une forte croissance et un grand développement notamment à Pristina. La sélection du Kosovo pour organiser les Jeux méditerranéens en 2030 est de ce point de vue un puissant accélérateur car ils nécessiteront des investissements conséquents d'équipements publics, de logements. Enfin, les transferts financiers de la diaspora sont très conséquents et réguliers et alimentent la consommation et les investissements internes (43,5% du PIB en 2021). Ces flux massifs de capitaux ont d'ailleurs permis de soutenir la croissance économique de ces dernières années (4% en moyenne) et compensent le faible niveau d'IDE.

Le Kosovo possède la 5ème réserve mondiale de lignite et sa production d'électricité en est dépendante à 88%. Sa transition énergétique est donc cruciale et dépend de sa capacité à trouver des alternatives économiquement, politiquement et socialement acceptables. Avec environ 280 MW de capacité renouvelable installée à la fin de 2022, le pays s'est engagé dans la diversification du secteur développant des projets dans l'éolien, l'hydroélectricité et le solaire. Des nouvelles enchères concerneront des parcs éoliens, des champs photovoltaïques et des systèmes de stockage d'énergie par batterie. Ce saut quantitatif va nécessiter des besoins significatifs de financements pour consolider, étendre et renforcer le réseau de transmission et de distribution des opérateurs publics kosovars.

L'autre défi du pays est de réussir à répondre aux enjeux environnementaux et particulièrement dans la capitale Pristina qui concentre 25% de la population et absorbe une grande partie de l'exode rural. Le traitement des eaux usées, la gestion et la valorisation des déchets, l'assainissement sont des besoins critiques dans toutes les zones urbaines du pays. De même, le Kosovo dispose patrimoine naturel et culturel qui pourrait être valorisé dans le tourisme, mais cela nécessite des mesures de protection et de préservation de ressources naturelles plus strictes car l'exploitation illégale des forêts et la déforestation à des fins de chauffage ou agricoles sont encore très régulières.

Avec une population jeune, polyglotte, une moyenne d'âge de 30 ans, le Kosovo dispose aussi d'un capital humain de grande valeur. Pour le gouvernement, c'est l'opportunité de faciliter l'innovation dans les réseaux intelligents et l'adoption des nouvelles technologies dans le secteur des services. Son attente est ici de trouver les moyens de conserver ce capital intellectuel et cette capacité d'innovation en investissant durablement dans l'éducation, l'enseignement supérieure et la recherche et en leur offrant des emplois et des conditions salariales compétitives. A défaut, cette génération très mobile risque de choisir de partir vers les sociétés ouest-européennes. L'autre attente est d'investir dans les structures sociales, les infrastructures de santé et d'adopter un système d'assurance maladie universelle. De ce point de vue, le très faible taux d'activité des femmes nécessite également de concevoir des programmes d'investissements spécifiques pour développer les services à la personne et faciliter et encourager l'entrepreneuriat féminin.

L'accès aux marchés obligataires internationaux pourrait s'ouvrir au Kosovo, qui a récemment fait l'objet d'une notation de crédit souverain inaugurale par Fitch (BB-). Le pays, de par son statut d'état post-conflit, bénéficie par ailleurs d'importantes sources de financements en dons ou à des conditions particulièrement concessionnelles. Ces deux éléments expliquent le faible taux d'endettement public (20%, le plus faible de la région). Le rôle des bailleurs est déterminant pour financer le développement et les projets d'investissement du pays. L'UE a également massivement investi au Kosovo finançant des infrastructures critiques pour le pays, notamment à travers le CIBO. Depuis la mi-2023, elle a cependant gelé l'octroi de nouveaux financements au Kosovo, dans le cadre des mesures prises en juin 2023.

En matière d'investissement privé, les attentes sont de développer et d'améliorer l'environnement des affaires. Un programme de simplification administrative pour les entreprises, de digitalisation des services publics a été mis place pour assurer transparence et réduction des possibilités de corruption. Le gouvernement a besoin de nouveaux accompagnements pour aller plus loin et notamment pour accroître les opportunités d'investissement pour le secteur privé.

Le Groupe AFD interviendra notamment pour contribuer au développement économique du Kosovo et à l'identification de nouveaux projets concourant à la convergence économique vers les standards de l'UE. Les outils de financements disponibles seront mis à contribution pour soutenir notamment le projet de traitement des eaux usées de Pristina.

## MACEDOINE DU NORD

(Priorités : Gouvernance, Energie, Transport, Agriculture, Education)

La Macédoine du Nord, avec 1,8 M d'habitants et un PIB de 14,77 Mds USD en 2023 (7 831,4 USD/hab.), est un pays résilient dont la dette publique, représentait 54,5% du PIB en 2023, dont plus de 80% étaient libellés en devises. Disposant d'un environnement économique favorable qui manque cependant de connexions interrégionales rapides, il dispose d'un gros potentiel agricole et vinicole qui pourraient être porteur d'opportunités agrotouristiques.

Premier pays à avoir obtenu le statut de candidat il y a près de 20 ans en 2005, le pays a été longtemps parmi les plus dynamiques de la zone en matière de convergence européenne. L'adhésion reste donc l'élément structurant de la stratégie du pays, même si une certaine érosion se fait sentir.

La Macédoine du nord dispose de plusieurs documents stratégiques qui guident son action. Une stratégie nationale de développement (NDS) 2024-2044 a été adoptée en février 2024. Elle décline six orientations stratégiques : l'économie durable, innovante et compétitive ; le développement local et territorial durable pour assurer la cohésion nationale ; la revitalisation démographique et le développement social et culturel ; l'état de droit et la bonne gouvernance ; une société sûre, sécurisée et résiliente ; et la transformation verte. Par ailleurs, la Macédoine du Nord a adopté en juin 2022 son NECP avec des ambitions fortes.

Le secteur énergétique est un enjeu fort du pays qui reste très dépendant des importations énergétiques (68%) et notamment de gaz soumis à la volatilité des prix. Aujourd'hui, le mix du pays est majoritairement carboné et composé à 70% de charbon et de pétrole. Avec à peine 24% de renouvelables dans la génération électrique, l'enjeu de la transition énergétique est conséquent. Même si des enchères pour développer de l'éolien et des renouvelables sont en cours de préparation, il sera important de renforcer le réseau de transmission pour absorber les apports des énergies intermittentes. En profitant de la COP28 à Dubaï, la Macédoine du Nord a montré son ambition en lançant, avec l'appui de la BERD une plateforme publique d'investissement pour une transition énergétique juste avec pour 2030. L'objectif est justement d'éliminer le charbon, de développer 1,7 GW d'énergies renouvelables et de renforcer le réseau électrique et la transition juste.

De par sa position géographique de carrefour dans les Balkans entre la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et la Serbie, les connexions régionales terrestres s'avèrent un enjeu clé pour le pays. Aujourd'hui les corridors 8 et 10 qui traversent respectivement d'Est en Ouest et du Nord au Sud le pays sont des axes déterminants pour permettre le développement économique et territorial équilibré du pays. La reconstruction et rénovation des axes ferroviaires et routiers reliant la Grèce à la Serbie est essentielle pour replacer la Macédoine du Nord sur l'échiquier régional. De plus, avec un secteur agricole et vinicole qui représente encore près de 15% du PIB (2018, WTO), c'est un enjeu fort pour permettre d'accroître les exportations et la balance commerciale. Il reste que ces développements feront face à des pénuries en eau qui nécessiteront de moderniser les réseaux d'irrigation et les infrastructures de gestion de ressources en eau. De même, dans les centres urbains, des rattrapages d'investissements doivent être effectués pour moderniser les infrastructures environnementales (traitement des eaux usées, gestion centralisée et de valorisation des déchets, chauffage urbain, économie circulaire).

En parallèle, la Macédoine du Nord doit investir massivement dans son système éducatif et son réseau de structures hospitalières car c'est le pays de la région qui perd le plus de population en lien avec les migrations professionnelles vers l'Allemagne ou l'Autriche. Tous les investissements dans le réseau haut débit appuyant la digitalisation des services publics, de l'enseignement et de la santé sont aussi critiques car ils permettront de développer les services en ligne (télémédecine, formations en ligne) et de lutter contre la désertification rurale.

L'AFD a signé son premier projet avec la banque de développement nord-macédonienne, et cela laisse présager de nouvelles opérations en 2025 pour financer l'Agenda vert, la résilience des réseaux de transports, voire l'énergie.

Le Groupe AFD (AFD, Expertise France) s'impliquera fortement pour accompagner la Macédoine du Nord dans son agenda de réformes sur sa voie européenne.

La déclinaison des perspectives d'interventions régionales en Macédoine du Nord s'articulera autour :

1. D'un appui aux réformes dans l'énergie et la transition verte
2. Les projets de connectivité régionale avec les pays voisins pour un développement équilibré du territoire notamment pour le tourisme, tout en valorisant et préservant les ressources et espaces naturels
3. Un appui aux investissements environnementaux résilients (déchets, eau potable, assainissement)
4. Un appui aux projets de gouvernance en lien avec les organisations de la société civile

## *MONTENEGRO*

(Priorités : Energie, Tourisme, Environnement, Digital, Infrastructures municipales)

Le Monténégro, pays de 620 000 habitants, a été redynamisé par son gouvernement pro-européen depuis novembre 2023. Il dispose d'un très fort potentiel touristique avec un PIB de 7,4 Mds USD et un revenu de 11 996 USD/hab. en 2023.

Avec l'arrivée au pouvoir à l'automne 2023 d'un président et d'un gouvernement jeune et pro-européen, le Monténégro s'est remobilisé pour achever les négociations d'adhésion à l'UE – commencées en 2012 - après plusieurs années de stagnation liée aux blocages politiques dans le pays. Doté d'un modèle administratif solide hérité de la fédération de Yougoslavie auquel il appartenait jusqu'en 2006, le Monténégro a fait de son adhésion à l'UE l'objectif stratégique de sa politique étrangère et a organisé ses ministères et son action autour de cette ambition. Avec tous les chapitres de négociations d'adhésion ouverts, c'est le pays qui pourrait entrer le premier dans l'UE à l'horizon 2028, sous réserve de progrès sur la réforme de l'État de droit.

En complément de cette « stratégie européenne », le Monténégro a élaboré une stratégie nationale pour le développement durable 2030 qui a été adoptée en février 2023. Cette stratégie horizontale et de long terme est articulée autour de quatre objectifs : le renforcement du capital humain et la cohésion sociale ; la diffusion de valeurs et d'habitudes comportementales en faveur d'une société durable ; la protection du capital naturel et la promotion d'une économie verte ; et l'amélioration d'un système de gouvernance centré sur le développement durable.

Bénéficiant d'un large littoral maritime, de paysages et d'une nature exceptionnelle, le pays est stimulé économiquement par le tourisme et l'agrotourisme haut de gamme. Il reste que les régions côtières, où se concentrent les développements hôteliers et immobiliers, nécessitent des infrastructures environnementales modernes. Des stations de traitement des eaux usées, des centres de gestion et de valorisation des déchets, et des unités de gestion des ressources en eau, seront essentiels pour présenter l'image d'un tourisme durable. Dans le même esprit, la valorisation des espaces naturels, pour l'éco-tourisme comme pour la sylviculture, vont nécessiter une gouvernance forte et un réinvestissement de l'État pour préserver et s'inscrire dans un développement soutenable.

Economie ouverte, portée par les services à 80%, elle s'est donnée pour ambition d'investir dans le digital et d'en faire un axe fort de son économie à moyen terme. En effet, la digitalisation, l'e-gouvernement et la cybersécurité sont des priorités gouvernementales. Un programme spécifique a été développé pour accueillir les nomades numériques et les travailleurs informatiques qualifiés au Monténégro. Cet objectif passe cependant par l'amélioration de la disponibilité du haut débit dans les zones rurales (cible : 90 % des ménages d'ici fin 2025), la réduction de la fracture numérique auprès des groupes vulnérables de la société, la formation professionnelle et l'innovation.

Le mix électrique du Monténégro est aujourd'hui à 50% de renouvelables, mais le secteur de l'énergie, dominé par les entreprises publiques, est confronté à des défis de modernisation et de transition verte. Pour réduire les émissions de carbone, l'enjeu principal est de planifier une transition énergétique juste, prévoyant la fermeture progressive de la centrale thermique à charbon de Pljevlja, complétée par un programme de reconversion économique et d'accompagnement social pour atténuer les impacts socio-économiques. L'objectif est également de développer les réseaux de transport et de distribution pour permettre d'absorber davantage d'énergies renouvelables intermittentes et de compléter l'intégration des infrastructures avec les pays voisins, notamment l'Italie, la Croatie et l'Albanie pour être un exportateur net à terme.

Les bailleurs jouent un rôle important dans cette dynamique de développement et l'UE, complétée par les subventions du CIBO, qui jouent un rôle structurant pour financer ces différents programmes d'investissement de cette économie de taille modeste. Si l'AFD n'a signé à date qu'une seule opération dans le pays, la nouvelle dynamique offre de réelles perspectives d'activité (Energie et environnement).

Expertise France continuera de déployer ses efforts sur les projets régionaux, sur financement européen et bilatéraux, comme illustré par deux projets de gouvernance qui démarrent : un projet de lutte contre la corruption qui déploiera un expert technique long terme à Podgorica et un projet sur la justice environnementale et climatique qui viendra soutenir les réformes, améliorer l'accès à la justice et la participation citoyenne en matière environnementale.

Le secteur privé bénéficie d'un environnement plutôt favorable notamment pour le tourisme et les énergies renouvelables. La dette publique est stabilisée autour de 61,5% du PIB en 2023 (source FMI).

Le groupe AFD appuie l'engagement du pays sur la voie de l'UE. Avec Expertise France, l'objectif est de devenir l'un des principaux soutiens du Monténégro dans les négociations d'adhésion à l'UE (Etat de droit, justice, environnement). Pour ce qui concerne l'AFD, l'objectif est de créer des conditions propices à la transition durable du pays, des opportunités

d'investissements, et un environnement favorable pour renforcer la présence européenne dans les secteurs clé de l'énergie, des déchets, du climat et de la transition durable.

La déclinaison des perspectives d'interventions régionales au Monténégro s'articulera autour :

1. D'un appui aux réformes de la transition verte, de la décarbonation, et de la biodiversité (forêt, océan)
2. D'un appui aux investissements environnementaux (déchets, eau potable, assainissement)
3. D'un appui aux SME dans le digital en direct ou par intermédiation (Banque publiques)
4. Du développement du tourisme tout en valorisant et préservant les ressources et espaces naturels.

Le renforcement de la société civile complétera ces actions de manière transversale.

## SERBIE

(Priorités : Energie, Transport, Digital, Education, Environnement, Agriculture, Infrastructures municipales)

Pays de 6,9 M d'habitants, la Serbie possède des fondamentaux macro-économiques solides confirmés par le FMI, avec un PIB de 75,6 Mds USD en 2023 (11 397,7 USD/hab.) en 2023 et une dette publique à 48,9% du PIB fin 2023. Même s'il a ouvert sa négociation avec l'Union Européenne en 2014, la « fatigue » consécutive à un processus long et bureaucratique a ralenti la dynamique mobilisatrice. C'est pourtant l'économie la plus diversifiée de la région : hub régional pour les services, pôle agro-alimentaire solide, secteur automobile historique tourné vers l'électrique, et des atouts touristiques et patrimoniaux. Sa structure technico-administrative est la plus performante de la région et dispose d'une vraie capacité de mise en œuvre.

En Serbie, le gouvernement serbe a exprimé ses priorités à travers une vision politique qui a été dévoilée en janvier 2024 par le Président Aleksandar Vučić. Le programme « Serbia 2027 – A leap into the Future » liste des besoins et des investissements stratégiques dont ceux en lien avec l'exposition spécialisée « Belgrade Expo 2027 » qui sera le point d'orgue de ce programme. Ce plan, structuré autour d'investissements publics et privés à hauteur de 18 milliards d'euros, ne constitue pas une stratégie nationale de développement mais fait ressortir trois orientations prioritaires : le développement des infrastructures, notamment le transport terrestre et l'énergie ; l'éducation ; et enfin l'innovation, en s'appuyant sur l'intelligence artificielle et les biotechnologies. Présentés comme constituant un *New Deal* serbe, ces projets d'infrastructure de transport terrestre - routier et ferroviaire - sont étroitement liés à la connectivité et l'intégration régionale notamment avec l'UE : Hongrie, Bulgarie, et Grèce (via la Macédoine du Nord) en tête.

Le volet énergie de ce plan vise à accroître les réseaux d'approvisionnement énergétique, à approfondir la question du lithium, et à limiter la dépendance au gaz russe au moyen de raccordements gaziers avec la Bulgarie et la Macédoine du Nord pour diversifier ces sources d'approvisionnement. Le développement des infrastructures digitales, marqueur de l'ancien gouvernement d'Ana Brnabić, reste une priorité et vise à couvrir 100% du territoire serbe d'ici fin 2025 par une couverture internet à haut débit. Il permettra de développer plusieurs campus, incubateurs, centres de recherches internationaux dans les biosciences et dans l'intelligence artificielle. La transition énergétique juste fait l'objet d'une attention particulière du gouvernement, même si les trajectoires pour atteindre les objectifs de neutralité carbone de l'Agenda vert à horizon 2050 restent à définir, notamment l'impact économique et social d'une sortie du charbon reste à affiner. La *National Energy and Climate Plan* (NECP) soumise à la Communauté de l'Energie en juillet 2023 n'est pas encore jugée suffisamment ambitieuse pour la neutralité carbone en 2050 (qui prévoit la sortie du charbon).

L'environnement et la qualité de l'air restent des priorités essentielles pour la population, en particulier celle des grands centres urbains. C'est notamment le cas en matière de traitement de l'eau potable et de gestion des ordures ménagères dont les infrastructures ont connu un manque d'investissement et de maintenance pendant la période post-yougoslave ce qui continue de peser sur la population.

Pour financer ses projets de développement, la Serbie mobilise la communauté des bailleurs internationaux qui interviennent pour financer les grands projets de corridors transeuropéens (TEN) définis par la Commission Européenne. Ils profitent également du fort effet de levier généré par toutes les facilités européennes. La Serbie est le deuxième bénéficiaire des financements EU et notamment 715 M€ du CIBO depuis 2009 pour un investissement total généré de près de 8,7 milliards euros en 2022. Outre l'UE, quatre bailleurs concentrent l'essentiel des financements pour la Serbie : la BEI, la BERD, la KfW et la BM. Dans l'éducation et le digital, la BERD et la CEB sont les principaux financeurs. La JICA, l'OPEC, et plus récemment la Casa de Depositari (CDP) italienne, interviennent également, à travers des financements dans les secteurs énergétiques et privés (Banques).

Premier pays d'intervention de l'AFD dans la région avec 572M€ octroyés (60% du total des engagements dans la région), l'AFD est devenue un des bailleurs importants de la Serbie grâce à des financements qui répondent à la transition écologique (politiques climatiques, traitement des déchets, rail, mobilité durable). L'articulation entre financements budgétaires - pour accélérer les réformes et la convergence vers l'acquis communautaire - et prêts d'investissement - pour financer des réalisations concrètes sur le terrain - apparaît comme le schéma pertinent pour ouvrir des espaces de financement pour l'AFD. En outre, les coopérations techniques contribuent à renforcer le dialogue de politique publique et à positionner le groupe AFD comme un partenaire de choix auprès des autorités.

Le groupe AFD soutient la perspective européenne de la Serbie. Il valorise aussi l'expertise française en accompagnement du processus d'adhésion de la Serbie à l'UE avec l'intensification des appuis de l'AFD aux autorités pour accompagner la transition énergétique et l'agenda vert (politiques publiques, prêts souverains et non souverains), tout en appuyant la société civile.

Plus généralement en matière d'investissements privés, le secteur marchand reste demandeur de financements externes notamment dans le secteur énergétique, l'agro-alimentaire et les nouvelles technologies. La Serbie capitalise du reste sur son dynamisme et sa stabilité macro-économique pour attirer les investisseurs. Elle a d'ailleurs attiré 60% des investissements directs étrangers dans les BO en 2023, soit 4,53 milliards d'euros (10 fois plus qu'en 2013).

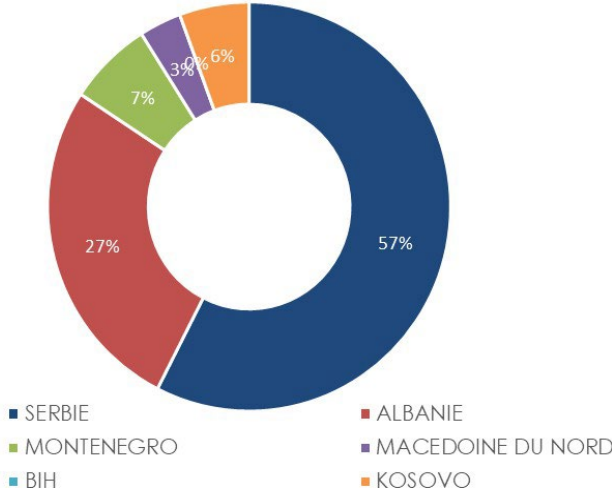
La déclinaison des perspectives d'interventions régionales en Serbie s'articulera autour de :

1. La trajectoire bas carbone du pays et la transition énergétique
2. Des infrastructures de connectivité régionale (ferroviaires et locales) et du désenclavement des territoires
3. Des infrastructures environnementales et d'amélioration de la qualité de vie (déchets, eau, qualité de l'air)
4. Du développement de l'écosystème et des infrastructures digitales

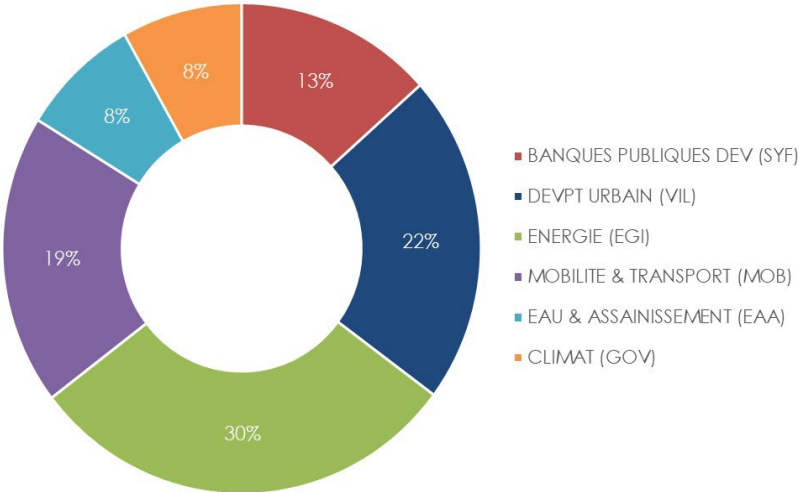
Le renforcement de la société civile complétera ces actions de manière transversale.

# ANNEXE 2. PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS PAR PAYS ET MIX SECTORIEL

Répartition du portefeuille Balkans occidentaux par pays en 2024 (prévisions)



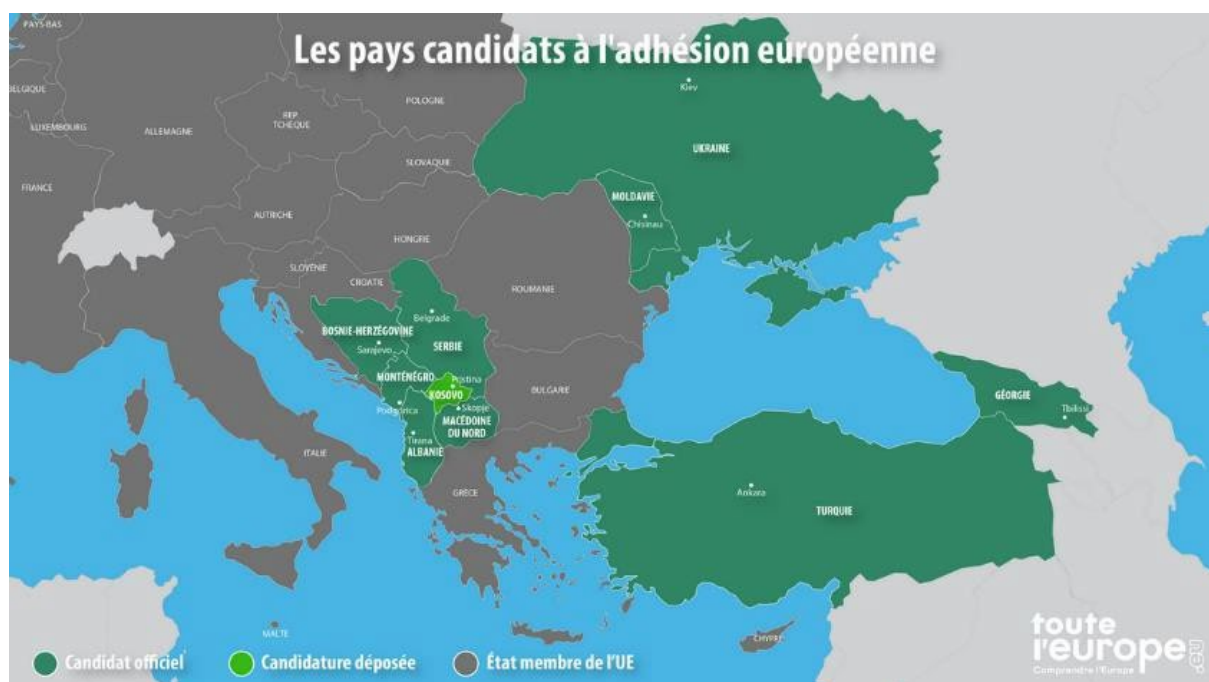
Répartition du portefeuille AFD 2018-2024 par secteur



# ANNEXE 3. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD DES BALKANS OCCIDENTAUX

PRIORITES COMMUNES AUX SIX PAYS	FINALITÉ	OBJECTIFS STRATÉGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	MOYENS	Chapitres de l'acquis UE et ODD
<p>Un développement économique durable, innovant et compétitif favorisé par une meilleure gouvernance</p>	<p>Accompagner la convergence européenne et les trajectoires de développement durable des six pays des Balkans Occidentaux</p>	<p>Accompagner une trajectoire bas-carbone pour améliorer l'environnement et la qualité de vie des habitants</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner la transition énergétique</li> <li>Construire ou moderniser les infrastructures environnementales (eau et assainissement, déchets) en favorisant l'économie circulaire</li> <li>Promouvoir l'accessibilité et la qualité de vie en zone urbaine</li> </ul>	<p>Déployer les instruments complémentaires du Groupe AFD (financements budgétaires de politique publique ou de programme, prêts d'investissement, subventions, assistance technique, garanties, etc.)</p>	<p>AC : Chapitres 14, 15, 21 et 27</p> <p>ODD : 6, 7, 9, 11 et 13</p>
<p>La décarbonation de l'économie</p>		<p>Promouvoir un développement du territoire équilibré, connecté et résilient qui préserve et valorise les espaces naturels et la biodiversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la résilience au changement climatique et l'adoption de trajectoire par un de réformes répondant aux standards de l'UE</li> <li>Préserver les ressources naturelles ;</li> <li>Valoriser les espaces protégés et l'agriculture durable</li> <li>Soutenir la connectivité interrégionale (politiques de désenclavement et de transports)</li> </ul>	<p>Privilégier les cofinancements avec les autres bailleurs actifs dans la région</p>	<p>AC : Chapitres 11, 16, 21 et 22</p> <p>ODD : 6, 8, 9, 10, 12, 13, 14 et 15</p>
<p>L'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie des habitants</p>		<p>Renforcer la gouvernance des pays pour accompagner leur trajectoire européenne et mobiliser la société civile pour en faire un levier de convergence vers les standards de l'UE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'efficacité de l'action publique et appuyer la transformation de l'action politique notamment par le digital</li> <li>Appuyer la société civile pour un renforcement des structures démocratiques et des réseaux de solidarité</li> </ul>	<p>Mobiliser les fonds européens (IPA III, CIBO) en se positionnant en amont des projets</p>	<p>AC : Chapitres 5, 8, 18, 23, 24, 25 et 32</p> <p>ODD : 4, 5, 9, 10 et 16</p>
<p>Le renforcement de la résilience des territoires au changement climatique, l'amélioration de leur accessibilité, et la préservation et la valorisation de leurs écosystèmes</p>		<p>Catalyser les investissements du secteur privé pour favoriser l'intégration régionale et la transition durable des économies des pays et leur convergence dans les chaînes de valeurs de européennes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Catalyser les investissements du secteur privé pour accélérer la transition climatique et énergétique</li> <li>Appuyer l'émergence de banques publiques de développement, acteurs structurants des politiques économiques et de la transition climatique des pays</li> </ul>	<p>Mobiliser les acteurs travaillant sur la région (centres de recherche, think tank")</p>	<p>AC : Chapitres 3, 6, 8 et 25</p> <p>ODD : 8 et 9</p>
<p>Le renforcement de l'attractivité à travers des systèmes éducatifs, de services à la personne, et de santé performants</p>		<p><b>Objectifs transversaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda vert pour les Balkans occidentaux en ligne avec l'Accord de Paris</li> <li>Renforcer l'Intégration économique entre les pays des BO</li> <li>Construire et moderniser les interconnexions régionales au sein de la région et avec les pays voisins membres de l'UE.</li> </ul>	<p>Mettre en place un dispositif sur le terrain adapté aux besoins spécifiques de chaque pays</p>		

# ANNEXE 4. PROCESSUS D'ADHESION ET CHAPITRES DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE



- 
**1** Le pays adresse sa candidature au Conseil.
- 
**2** La Commission soumet un avis sur la candidature.
- 
**3** Les États membres de l'UE décident à l'unanimité d'octroyer le statut de pays candidat.
- 
**4** Une fois les conditions satisfaites, les négociations d'adhésion sont lancées avec l'accord de tous les États membres.
- 
**5** La Commission propose comme base de discussion un projet de cadre de négociation qui doit ensuite être adopté par les États membres.
- 
**6** Au cours des négociations, le pays se prépare à mettre en œuvre la législation et les normes de l'UE. Tous les États membres de l'UE doivent être d'accord sur le fait qu'il a satisfait à toutes les exigences.
- 
**7** Lorsque les négociations ont abouti dans tous les domaines, la Commission rend un avis sur l'aptitude du pays à devenir un État membre.
- 
**8** Sur la base de cet avis, les États membres de l'UE décident à l'unanimité de clore le processus de négociation. Le Parlement européen doit aussi donner son feu vert.
- 
**9** Tous les États membres de l'UE et le pays candidat signent et ratifient un traité d'adhésion qui permet au pays en question de devenir un État membre de l'UE.

	Dépôt candidature d'adhésion	Obtention du statut de pays candidat	Ouverture des négociations	Nombre de chapitres ouverts et clos	Monnaie
Albanie	28/04/2009	06/2014	07/2022		Lek
Bosnie Herzégovine	15/02/2016	12/2022	03/2024		Mark Bosnien
Kosovo	12/2022				Euro
Macédoine du Nord	03/2004	12/2005	07/2022		Denar
Monténégro	12/2008	12/2010	06/2012	33 ouverts/35 (3 provisoirement clos)	Euro
Serbie	12/2009	03/2012	21/01/2014	32/35 (2 provisoirement clos)	Dinar

# Clusters of negotiating chapters

Following the introduction of the revised methodology for the accession negotiations in February 2020, negotiating chapters are now divided in six thematic clusters:

- 1 Fundamentals
- 2 Internal market
- 3 Competitiveness & inclusive growth
- 4 Green agenda & sustainable connectivity
- 5 Resources, agriculture & cohesion
- 6 External relations



Negotiations on each cluster **open as a whole** – after the country fulfils the opening benchmarks. Each chapter will be dealt with individually with respect to its provisional closure. Negotiations on the **fundamentals open first and close last**; progress under the fundamentals' cluster will determine the overall pace of negotiations. If there is sufficient progress on reform priorities, this should lead to closer integration with the European Union, through accelerated integration and increased investments and funding.

---

## Pour un monde en commun

---

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31